

PREMIER MINISTRE

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE



Paris, le **12 JAN. 2007**

Sous-direction
de la gestion
des ressources
humaines

Bureau
des politiques sociales
89

Dossier suivi par
Luc THUILLIEZ

Téléphone
01 42 75 87 36
Télécopie
01 42 75 52 27
Mél
luc.thuilliez
@fp.pm.gouv.fr

Adresse
32, rue de Babylone
Paris 7^{ème}

Références
Document 1
89/07-

Le ministre de la fonction publique

à

Mesdames et Messieurs les préfets
de département

Objet : Investissements dans les restaurants inter administratifs : dialogue de gestion dans le cadre de la charte de gestion des BOP locaux du programme " Fonction publique ". Notification des crédits 2007 et élaboration de la programmation prévisionnelle 2008.

Réf: Ma note référencée FP/4 na442 du 20 décembre 2006.

P.J.: Programmation budgétaire au titre de l'année 2007 : programme prioritaire ; Annexes 1 et 2 de la charte de gestion des BOP locaux dédiés aux RIA ; Programmation pluriannuelle par opération au titre des années 2007 à 2011 dont programmation prévisionnelle 2008 ; Enquête statistique RIA.

Nt 0 0 0 1

Par note du 20 décembre 2006 citée en référence, je vous ai présenté, en votre qualité de responsable des BOP locaux concernés, la nouvelle architecture budgétaire relative à la restauration inter administrative (RIA) découlant de la LOLF et la charte de gestion des budgets opérationnels de programme (BOP) locaux du programme " fonction publique ,volet RIA.

La charte de gestion définit les modalités de préparation et d'exécution de la programmation budgétaire.

Au titre de l'exécution budgétaire de la programmation prioritaire 2007, les montants des autorisations d'engagement et des crédits de paiement qui pourront être délégués par le ministère de la fonction publique apparaissent dans les colonnes 5 et 8 du tableau ci-joint présentant les opérations constitutives du programme prioritaire 2007 (information déjà communiquée dans ma note du 20 décembre 2006 précitée) . Ces montants résultent d'une enquête réalisée en 2006 auprès des conducteurs d'opération concernés . **J'insiste sur le fait que, comme prévu dans la charte de gestion, il vous est demandé de répondre à l'enquête sur les besoins de financement (annexes 1 et 2 de la charte), à nouveau jointe au présent courrier, afin d'actualiser les besoins et le calendrier de consommation des crédits.**

Le champ de l'enquête concerne naturellement les opérations de la programmation prioritaire 2007 mais il peut, le cas échéant, être élargi à d'autres RIA que ceux identifiés dans le programme prioritaire. Ces dernières informations seront alors traitées selon les modalités prévues dans la charte de gestion au titre du programme complémentaire 2007 ou du programme prioritaire 2008.

S'agissant des opérations faisant l'objet du programme prioritaire 2007, votre attention est attirée sur l'importance de compléter les rubriques 3 à 7 de l'annexe 1 (calendrier prévisionnel de consommation des crédits) et les colonnes 1 à 6 de l'annexe 2 (état de suivi de la consommation des crédits par RIA) et sur la nécessité de me retourner les deux annexes pour le 24 janvier.

S'agissant spécifiquement de la préparation de la programmation budgétaire au titre de l'année N+1 (2008), l'élaboration du programme prioritaire, dans le cadre défini par le programme pluriannuel 2006-2011, validé par le comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations d'Etat (GIAS) et joint à nouveau au présent courrier, sera réalisée en concertation avec l'ensemble des ministères dès le début du mois de février prochain selon les modalités définies dans la charte de gestion.

Au titre de l'année 2008, il est ainsi prévu à ce stade de poursuivre les opérations commencées en 2007 et d'engager de nouvelles opérations de remise en conformité de RIA. Les opérations nouvelles concerneraient, d'une part, les RIA nécessitant des travaux complémentaires pour corriger des désordres immobiliers (il s'agit des RIA d'Annecy, de La Roche sur Yon et de La Rochelle), et, d'autre part, les RIA devant faire l'objet d'une remise aux normes (RIA de Bastia, Melun, Pau et Saint Lô). Ces opérations sont inscrites dans la colonne 7 de la programmation pluriannuelle 2006-2011.

Dans cette perspective, l'enquête (annexe 2 précitée de la charte de gestion) appliquée à ces RIA doit recenser les besoins financiers (autorisations d'engagement et crédits de paiement) globaux et déclinés par année, dont notamment l'année 2008. Il sera très difficile à mes services d'obtenir, dans le cadre de leurs négociations avec le ministère chargé du budget, les crédits nécessaires à la conduite des opérations prévues en 2008 si les responsables de BOP locaux ne leur font pas remonter une estimation réaliste et documentée des besoins.

S'agissant maintenant de la répartition de cette charge financière entre les administrations parties prenantes au RIA, la quote-part de chaque service contributeur est calculée sur la base de l'activité de restauration la plus récente. Aussi, il vous est demandé d'actualiser, de préférence au 31 décembre 2006, la précédente enquête statistique (année 2005) pour les RIA constitutifs de la liste des opérations nouvelles 2008 (Annecy, La Roche sur Yon, La Rochelle, Bastia, Melun, Pau et Saint-Lô). Pour ce faire, je joins au présent courrier un modèle d'enquête statistique RIA où vous complétez les colonnes 1 à 2 de la rubrique 2 (convives par services) de la page 2 (onglet infos annuelles).

A cet égard, vous devez savoir que toutes les administrations (services de l'Etat, organismes publics et autres) parties prenantes au RIA sur la base d'une convention constituent le "tour de table investissement" de l'opération. C'est pourquoi, **je vous invite à ne pas donner suite aux demandes des collectivités territoriales et des organismes tiers souhaitant transférer cette dépense du domaine de l'investissement à celui de la tarification des repas**. Le transfert des dépenses d'investissement sur un autre poste ne s'inscrit pas dans le cadre réglementaire actuel. De plus, **aucun crédit d'investissement ne sera versé par le ministère de la fonction publique pour combler le manque à gagner résultant d'une telle manœuvre dans le cadre de travaux de création ou de rénovation de RIA**. De ce fait, tout accord de ce type antérieurement intervenu doit être dénoncé avant qu'une décision définitive soit prise s'agissant du lancement des opérations nouvelles en 2008. Vous voudrez bien m'informer de toute situation de ce type. Enfin, j'attire votre attention sur le fait que la concertation avec les ministères sera engagée sur la base de cette enquête. **Aussi, la plus grande vigilance est-elle demandée quant à la qualité du recensement dont un retour est attendu pour le 24 janvier prochain.**

Une fois l'opération définitivement inscrite au titre de la programmation prioritaire 2008, il vous appartiendra d'établir les conventions de financement *ad hoc* avec les collectivités territoriales et les organismes tiers parties prenantes au "tour de table investissement" du RIA. Je vous rappelle qu'un modèle de convention vous a été fourni en annexes 3 et 4 de la charte de gestion.

Si vos services désirent obtenir les documents joints au présent courrier sous format numérique ainsi que toute information complémentaire, ils peuvent s'adresser à luc.thuilliez@fp.pm.gouv.fr.

pour la Ministre
P. J. et par délégation
IA Dirarnur général de l'Administration
et de la Fonction Publique



Paul PENY,

Copie: M. le ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ;
M. le ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer ;
MM. les préfets de région (section régionale interministérielle d'action sociale).